



---

# CONVENTION DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

---

Entre la Préfète de l'Ain, la Procureure de la République de Bourg-en-Bresse et le maire de la commune de NANTUA, il est convenu ce qui suit :

La police municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune de NANTUA

En aucun cas, il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L.512-4 du Code la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont la police nationale dans les communes placées sous le régime de la police d'État et la gendarmerie nationale dans les autres communes. Les responsables des forces de sécurité de l'État sont, selon le cas, le chef de la circonscription de sécurité publique ou le commandant de la communauté de brigades ou de la brigade territoriale autonome de la gendarmerie territorialement compétents.

#### Article 1er

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'État compétentes, avec le concours de la commune signataire, et quand ce dernier est installé dans le cadre du Conseil Local ou Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), fait apparaître les besoins et les priorités suivants :

- 1° Sécurité routière ;
- 2° Prévention de la violence dans les transports ;
- 3° Lutte contre la toxicomanie ;
- 4° Prévention des violences scolaires ;
- 5° Protection des centres commerciaux ;
- 6° Lutte contre les pollutions et nuisances ;

**TITRE I**  
**COORDINATION DES SERVICES**  
**Nature et lieux des interventions**

**Chapitre 1<sup>er</sup> : Nature et lieux d'interventions**

**Article 2**

La police municipale peut assurer la garde statique de bâtiments communaux.

Elle est présente plus particulièrement pour la surveillance de certains équipements présentant un caractère sensible (piscine, gymnases, médiathèque ...)

**Article 3**

I. La police municipale assure la surveillance des groupes scolaires de la ville (écoles primaires et maternelles), en particulier lors des entrées et sorties des élèves.

-Ecole publique maternelle

-Ecole primaire Jean Louis AUBERT

-Ecole primaire privée Sainte Thérèse

II. La police municipale assure également, la surveillance des points de ramassages scolaires suivants :

- Collège et lycée Xavier BICHAT

**Article 4**

La police municipale assure, la surveillance des foires et marchés en particulier :

-Marché hebdomadaire (Samedi)

-Foire de la Saint Michel (dernier week-end de septembre)

**Article 5**

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

**Article 6**

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article

10. Elle surveille les opérations d'enlèvements des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L.325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétente, ou en application du deuxième alinéa de ce dernier article, de l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

#### **Article 7**

La police municipale se coordonne au préalable avec les forces de sécurité de l'État pour les opérations de contrôle routier des véhicules et les informe de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de leurs compétences.

#### **Article 8**

Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance des secteurs centre-ville, lotissements et lieux dits, zone industrielles, dans les créneaux horaires suivants : du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ; le samedi de 06h00 à 09h00

#### **Article 9**

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le maire de la commune dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des services.

### **Chapitre 2 : Modalités de la coordination**

#### **Article 10**

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, ou de leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé à la procureure de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

**-Rencontre hebdomadaire**

#### **Article 11**

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'État et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'État du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et du nombre des agents armés et du type des armes portées.



La police municipale dispose d'un équipement permettant de leur procurer une identification, une reconnaissance et une visibilité mais également de leur permettre d'assurer leurs missions et une coordination avec les forces de sécurité de l'État.

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de leurs missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. Le maire de la commune en est systématiquement informé.

## Article 12

Dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par les agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

## Article 13

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale ainsi que celles concernant la sécurité routière notamment celles relatives aux vérifications des droits à conduire, aux conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants, ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues par les articles L.221-2 ; L.223-5 ; L.224-16 ; L.224-17 ; L.224-18 ; L.231-2 ; L.233-1 ; L.233-2 ; L.234-1 à L.234-9 ; L.235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

## Article 14

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonie ou par voie électronique, dans des conditions définies d'un commun accord par les responsables.

## TITRE II

### COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

## Article 15

La préfète de l'Ain, la procureure de la République de Bourg en Bresse et le maire de la commune de NANTUA conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

## Article 16

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

1°Du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagements ou de mise à disposition (diffusion du planning de la police municipale pluri communale, feuille de service par voie électronique) ;

2°De l'information quotidienne et réciproque, par les moyens suivants (téléphone fixe ou cellulaire, liaison radiophonique et voie électronique) ;

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront ainsi les informations utiles, notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière ;

3°De la communication opérationnelle, par la liaison radiophonique mise en place par la commune de **NANTUA**. Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressés à la police municipale dépassant ses prérogatives. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation ;

4°De la vidéoprotection, par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à la saisine des forces de sécurité intérieure par un centre de supervision urbaine communal ou intercommunal et d'accès aux images ;

5°Des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions ;

6°De la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise. La participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand évènement peut être envisagée par la préfète ;

7°De la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions de la préfète et de la procureure de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositifs du 4° de l'article L.251-2 du Code de la sécurité intérieure et de ses textes d'applications.

Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de



confiscation ou de confiscation obligatoire du véhicule est encourue (intervention dans les écoles, contrôles coordonnés) ;

8°De la prévention, par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs (opération tranquillité vacances, autorisation bailleurs) ;

9°De l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre.

#### **Article 17**

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, commune l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'Intérieur et le président du Centre national de la fonction publique (CNFPT).

### **TITRE III**

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 18**

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon les modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le maire de la commune, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué à la préfète, à la procureure de la République et au maire.

#### **Article 19**

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion de sécurité dédiée (comité plénier du conseil local ou intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance, ou à défaut de réunion de celui-ci) et si la convention ne comprend pas de dispositions relevant du titre II (coopération opérationnelle renforcée), lors d'une rencontre entre la préfète, la procureure de la République et le maire s'ils l'estiment nécessaire.

#### **Article 20**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

#### **Article 21**

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire de la commune de NANTUA et la préfète de l'Ain conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon les modalités précisées en liaison avec l'Association des maires de France.

A NANTUA, le XXXX

Le maire de la commune de NANTUA

A , le

La procureure de la république de Bourg en Bresse

A , le

La préfète de l'Ain